

# Rachid Madrane : « C'est vrai, les moyens du sport seront réduits... »

POLITIQUE Le nouveau ministre francophone des Sports détaille les budgets à venir

- Après un début de mandat chahuté, le successeur de René Collin a trouvé ses marques.
- Il concède que la situation budgétaire est compliquée et que des économies devront être faites.
- Les fédérations vont devoir se réorganiser en profondeur.

Il avait débarqué au poste de ministre des Sports de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) il y a 6 mois à la succession de René Collin (CDH) dans le cadre du remaniement provoqué par le départ de Joëlle Milquet (CDH) et, à l'époque, c'était pour lui « une vraie surprise ». Aujourd'hui, Rachid Madrane (PS), après avoir pris le temps de s'installer dans sa nouvelle fonction et veillé à « assurer la meilleure transition possible », a décidé de sortir du bois, insistant sur le fait qu'il n'était « pas enfermé dans sa tour d'ivoire » comme de nombreux acteurs du monde sportif, qui se demandaient

pourquoi il restait si discret, le pensaient. « J'ai dit que je bougerais après l'été marqué par l'Euro de foot et les Jeux olympiques et paralympiques de Rio, après avoir pris le temps de rencontrer tous les acteurs du monde du sport francophone. Le faire avant n'aurait pas été très rassurant. »

**Arriver à mi-mandat, c'est un cadeau empoisonné ?**

Ça peut apparaître comme tel, mais moi, je le vis plutôt comme un défi positif et une marque de confiance.

**Les Sports, en FWB, étaient gérés par le CDH (André Antoine, puis René Collin) depuis sept ans. C'est compliqué pour un autre parti de reprendre un poste après une si longue présence ?**

Il y a eu des pratiques, des stratégies, des habitudes qui ont été mises en place qui ne sont pas forcément celles dont j'ai envie. Mais je veux rappeler qu'on est dans le cadre d'une déclaration de politique communautaire, qu'on travaille avec la même administration et que l'on est dans le même gouvernement. La transition avec René Collin, qui est un ami, s'est faite dans les

règles de l'art, presque de manière fraternelle ; même du côté de son parti, je crois que pas mal de gens étaient assez contents que je reprenne le poste.

**Le monde du sport francophone, lui, avait réagi avec pas mal d'émotion à ce changement. Vous l'avez compris ?**

J'ai compris la surprise et l'étonnement mais, même si cela ne s'adressait pas à moi personnellement, j'ai quand même vécu ça comme un procès en illégitimité. J'étais à peine désigné

qu'il y avait déjà des déclarations. A-t-on fait la même chose pour François Bellot (MR) quand il a succédé à Jacqueline Galant (MR) aux Transports au fédéral ?

**Ce qui a choqué, c'est que, une fois de plus, on empêchait les Sports d'avoir le même ministre sur l'ensemble de la législature. Depuis la création de la Communauté française, seuls deux (Jean-Pierre Grafé et André Antoine) ont eu ce privilège... Est-ce que vous pensez que le fait d'être ministre pendant cinq ans indique qu'on est forcément meilleur que si on l'est pendant deux ans et demi ?**

**Non, mais ça permet au moins de pouvoir mettre en application**

**une politique sur un « moyen long » terme !**

On peut aussi le faire si on s'appuie sur l'administration. C'est elle qui est la garantie de la continuité de l'Etat alors que les politiques changent par nature. Certains de mes prédécesseurs ont considéré qu'elle ne devait pas être dans le jeu, que les choses devaient se décider plutôt au cabinet. Moi, je n'ai pas envie de ça, j'ai fait l'autre choix. Je veux compter sur ce formidable instrument qu'est l'Adeps.

**N'est-ce pas à un ministre de déterminer une politique et de**

**la faire appliquer par son administration ?**

Bien sûr que les ministres génèrent des inflexions. Mais quand on ne s'appuie pas sur l'administration, on prend le risque de mener des politiques qui ne sont pas concertées et on n'a pas son soutien. L'Adeps, c'est une « marque » qui regorge de gens de qualité et il serait dommage de ne pas les « utiliser ». Je ne vais pas empêcher les gens de réfléchir et d'apporter des idées nouvelles. Je fonctionne de manière collégiale, j'aime quand tout le monde participe à la décision. ■

Propos recueillis par  
PHILIPPE VANDE WEYER

## INFRASTRUCTURES

### « Garantir l'accès au sport pour tous »

Nafi Thiam a déclaré que malgré le fait qu'elle soit championne olympique, le gros problème, en Belgique francophone, restait le manque d'infrastructures. C'est vrai, on a un souci en la matière même si, pour Liège, on a un dossier qui va passer au gouvernement sur la réfection complète de la piste d'athlétisme et des tribunes du Blanc-Gravier au Sart-Tilman pour un investissement total de 17 millions d'euros. On doit

mettre plus de moyens. On en parle beaucoup avec Paul Furlan (NDLR, en charge des Infrastructures à la Région wallonne). Peut-être qu'à une certaine époque, il n'y a pas eu une vision d'ensemble sur les investissements stratégiques qu'il fallait mener et qu'on paye aujourd'hui ce manque de prévision. Et l'investissement stratégique qu'est la future salle de Louvain-la-Neuve ? C'est mon interrogation. J'espère que ce sera pour cette législature. (Marc Deheneffe, son responsable sport : « On attend les derniers permis

pour commencer les travaux. ») Au-delà de ça, je voudrais aussi dire qu'on manque d'infrastructures pour le sport pour tous. Il y a une réalité dans cette Fédération : l'accès au sport est lié aux revenus des gens. Va-t-on vers le retour du chèque-sport ? J'en rêverais... J'ai regretté que ce mécanisme ait disparu parce que je sais combien de familles en ont profité. Il y a des gens qui sont dans des quartiers fragilisés, dont les parents ne font pas de sport, donc ils n'en font pas. A Bruxelles, un gamin sur trois

qui sort de primaire n'a pas appris à nager parce qu'il n'y a pas assez de piscines. Quand j'étais à la Cocof, on avait lancé le projet « Educasport » que j'ai envie de relancer. C'est mêler à la fois pratique sportive et école de devoirs. On disait aux gamins que s'ils ne travaillaient pas bien à l'école, ils ne joueraient pas le dimanche. Ça va amener des jeunes dans des clubs où ils n'allaient pas. Il y a une catégorie de gens complètement écartée du sport pour tous. Or, le sport pour tous, c'est le réservoir pour le sport de haut niveau.

PH. V.W.

# budget « C'est en 2018 qu'on va voir les économies »

**Quel est le risque de voir le budget du sport se réduire dans les années à venir ?**

*Si j'ai mis du temps à m'exprimer, c'est aussi parce que je voulais analyser le budget en profondeur. L'argent, c'est le nerf de la guerre et je dois dire que les moyens aujourd'hui sont réduits. Pourquoi ? Parce que depuis 2012, les ministres qui m'ont précédé ont utilisé le fonds budgétaire alimenté par les recettes de l'Adeps et la Loterie nationale pour développer des soutiens à des clubs, différents sports en dehors de tout dispositif décentralisé.*

*Aujourd'hui, les réserves de ce fonds sont épuisées. Donner des moyens parce qu'on considère que c'est chouette de donner de l'argent en plus à côté des plans-programmes, ça n'a pas de sens. La ligne qu'on a au gouvernement, c'est la déclaration de politique communautaire qui dit 5 axes : améliorer le bien-être par l'activité physique et sportive, développer le sport pour tous, promouvoir le sport à l'école, améliorer la qualité de l'encadrement sportif et soutenir le sport de haut niveau. Ça, c'est le cahier de charges.*

**Le budget pour le sport à la FWB est de 68 millions. Il va passer à combien ?**

*Il est maintenu pour l'exercice 2017 et il faudra voir à l'ajustement de l'année prochaine. Ça ne va pas être simple. Mais, avec les moyens du budget 2017, on va pouvoir continuer ce qui a été engagé. C'est plutôt en 2018 qu'on va commencer à voir les économies.*

**Beaucoup de fédérations sont inquiètes pour leur plan-programme. Elles pensent qu'on va sabrer dedans, qu'elles vont devoir licencier du personnel...**

*Ça, j'ai dit que non. Mais la Cour des comptes a dit notamment qu'il faut réfléchir à l'objectivation de la manière dont on distribue les subsides parce que celle-ci n'est pas suffisamment transparente ni objective. On va le faire.*

**Comment ?**

*On a mis en place une série de modifications. Il y aura différents types de fédérations, elles seront dans des catégories, elles seront financées en fonction de celle dans laquelle elles sont. Bien entendu, une fédération pourra monter de catégorie si elle applique ce qu'on lui dit.*

**Allez-vous vous inspirer de ce que fait votre collègue flamand Philippe Muyters (N-VA) qui met la priorité sur certains sports et qui a mis en place un code de gouvernance pour les fédérations très**

**contraignant et prescriptif ?**

*Oui. Il faut aller dans la bonne gouvernance, professionnaliser les fédérations. La nouvelle catégorisation, ce n'est pas pour les embêter mais pour monter le niveau général. On nous demande à nous, autorité publique, d'avoir une meilleure gouvernance, de simplifier administrativement, etc. D'ailleurs, ce n'est pas qu'une volonté néerlandophone, c'est une volonté de l'Europe. On n'a pas le choix.*

**Vous avez déclaré au Parlement souhaiter la mise en place de stratégies à long terme de part et d'autre de la frontière linguistique. Comment ?**

*L'idée c'est de voir avec les Flamands quand il y a des synergies possibles sur les entraînements des athlètes, sur les infrastructures, si on peut mettre ensemble nos moyens pour l'amélioration de nos sportifs. Moi, je n'ai pas de tabou par rapport à la frontière linguistique. Je suis pour la diversité dans le sport. C'est notre force : des Flamands, des francophones, des Blacks, des Blancs, des Arabes, des athlètes en chaise roulante, des valides. C'est ça qui fait la beauté du sport. J'ai été aux JO et aux Paralympiques et j'ai vibré de la même façon pour les néerlandophones que pour les francophones.*

**Quel bilan avez-vous tiré des Jeux de Rio ?**

*L'une de mes grandes surprises, c'est que ceux qu'on attendait n'ont pas répondu à*

*l'attente. Par contre, globalement, je trouve qu'on s'en tire pas mal. C'est vrai qu'il y a eu plus de médailles néerlandophones que*

*francophones mais, à Londres, c'était l'inverse. Je retiens la grande participation des athlètes francophones - 39 sur 109, dont 21 sous contrat avec la FWB. C'est un élément de satisfaction très important.*

**Mais, sur le plan des résultats, à part Nafi Thiam, le hockey, les Belgian Tornados et, dans une moindre mesure, Maxime Mottet qui a fini 10<sup>e</sup> en tir aux clays, aucun autre francophone n'a répondu à l'attente...**

*Je reconnais humblement qu'on a moins scoré, mais donnons du temps au temps. Il faut un peu de patience, on a une génération qui arrive. On sait qu'il faut dix ans pour construire une génération de sportifs de très haut niveau. Le décret fondateur sur le sport de haut niveau date de 2006, dix ans après, on est là où on est aujourd'hui. Dans quelques années, on sera au-dessus. Ce qu'il faut, ce sont des stratégies. Tous les outils sont là pour qu'on fasse des résultats. Attendons encore un peu. Les médailles sont à portée de main.*

**Il y a environ 85 athlètes francophones sous contrat à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Est-ce trop ? Pas assez ?**

*Ce n'est pas assez. Si je peux, je développerai. La difficulté que j'ai, c'est la complexité institutionnelle et les législations parfois différentes en la matière. ■*

Propos recueillis par  
Ph. V.W.

**« Avec les moyens du budget 2017, on va pouvoir continuer ce qui a été engagé »**